

AUJOURD'HUI EN FRANCE. 30 Septembre 2017.

FACE À LA MENACE, LE DÉFI URBAIN

Terrorisme Frappées au cœur par les attentats, les villes mettent en place des parades et réfléchissent aux cités de demain.

Enquête réalisée par Pascale Égré
Madrid, Berlin, Stockholm, Barcelone, Bruxelles, Athènes, Marseille, Lyon... Trente-cinq villes d'Europe et du bassin méditerranéen, frappées ou non par des attentats, se sont réunies hier à Nice (Alpes-Maritimes) en présence du ministre de l'Intérieur, Gérard Collomb. Objectif : évoquer leurs « défis face au terrorisme ».

« L'Etat est responsable de la sécurité, mais ce sont les maires qui sont toujours en première ligne », confie Christian Estrosi, qui a soumis à ses pairs une « déclaration de Nice » pour la sécurisation des villes, paraphée par soixante et une d'entre elles. Son appel au soutien financier de l'Union européenne a été entendu : un fonds

de 10 M€ y sera dédié, a annoncé hier à Nice le commissaire européen à la Sécurité, Julian King.

Faire entrer les changements dans le quotidien

Cibles stratégiques du terrorisme, les villes s'efforcent, face à la récente vague d'attentats, de repenser leur organisation. Au-delà de la pose d'obstacles en béton — réflexe partagé face au risque de véhicules bélier —, cette réflexion s'inscrit au cœur de leurs aménagements. Sécurisation des écoles, caméras et portiques, patrouilles et vigiles... Visibles ou non aux yeux du citoyen usager, ces transformations s'appuient aussi sur les infinies possibilités de l'intelli-

gence artificielle.

Les enjeux sont multiples. Sécuriser les espaces publics « sans les dénaturer », en respectant leurs usages et leur accessibilité oblige à « réfléchir autrement leur planification », relève Alain Philip, directeur général des services techniques de Nice-Métropole. Il s'agit aussi, tout en impliquant les habitants dans une vigilance accrue, de faire que les changements opérés « n'atteignent pas nos modes de vie », relève Jean-Louis Missika, adjoint à l'urbanisme de la maire de Paris. Camille Gosselin, de l'Institut d'aménagement et d'urbanisme d'Ile-de-France, le souligne : « Sur le long terme, la réponse est plus sociale qu'urbaine. » ■